

# « Jobs, jobs, jobs ? C'est flop, flop, flop ! »

OPPOSITION Elio Di Rupo voit un gouvernement en échec. Et déclare notamment : « On reviendra sur les allocations d'insertion »

- ▶ Le président du PS parle d'un gouvernement qui s'adonne « à la destruction structurelle du pays ».
- ▶ Di Rupo ébauche l'« alternative », dont la réduction du temps de travail.
- ▶ Le pacte d'investissement de Charles Michel ?
- « Bonne idée. Mais quel argent ? Quelle méthode ? »

**L**e gouvernement, en plein conclave budgétaire, aligne les réformes structurelles (demain la flexibilité) et poursuit sa législature 2014-2019. Le PS dans tout cela ? Que peut-il ? Que veut-il ? Elio Di Rupo fait le point à la veille de la rentrée parlementaire.

## Le gouvernement engrange les réformes structurelles » comme on les appelle...

Moi, je vois surtout la destruction structurelle du pays... Nous n'avons jamais connu, depuis la Seconde Guerre, un gouvernement qui défait à ce point et aussi

rapidement ce que l'on a mis des décennies à construire. Pensez à la sécurité sociale. Même chose pour le dialogue social. C'était l'une des grandes caractéristiques de notre pays : on a toujours laissé une grande marge de manœuvre aux syndicats et au patronat, et là... L'attitude générale, c'est de ne plus écouter les syndicats, ou de les marginaliser...

Est-ce « réformer » que d'obliger les gens à travailler jusqu'à 67 ans ? Est-ce réformer que de s'en prendre aux soins de santé ? De toucher de manière aussi drastique aux allocations d'insertion ? D'obliger à une flexibilité sans dialogue social, ce qui revient à donner à l'employeur une puissance démesurée ? De « redessiner » la fonction publique, c'est-à-dire la détruire, avec -10 % de personnel, -20 % de fonctionnement, -30 % d'investissement...

A propos de « destruction structurelle », j'ajoute le caractère « non sérieux » du travail budgétaire. La Cour des comptes s'inquiète des trucs et ficelles en grand nombre. Pour l'immédiat, on parlait d'un trou de plus de 4 milliards, qui semble s'être réduit de 2 milliards ! En attendant, d'ici à 2019, il faudra trouver autour de 8 milliards selon le Bureau du Plan et la Banque nationale... On allait voir ce que l'on allait voir, l'équilibre ! Le redressement ! Enfin ça devenait sérieux sans les socialistes !... Tout ça s'effondre. On se souvient de la déclaration tonitruante : Jobs, jobs, jobs ! Or, aujourd'hui, c'est flop, flop, flop !

Mais en emplois, on a l'impression pourtant qu'il y a des résultats...

Voyons les choses de près... Quand on parle des chiffres de 2014, rendons à César ce qui est à César... Pour le reste, quant aux chiffres que l'on sort aujourd'hui,

*d'hui, ce sont ceux qui avaient été livrés par le Bureau du Plan lorsque nous étions aux affaires, avec une différence d'environ 16.000 unités... Or il faut savoir que l'on prélève 5 milliards minimum par ailleurs - le bureau d'études de la CSC parle de 8 milliards - considérant le saut d'index, les restrictions dans la Sécu, etc. Donc, je reprends le raisonnement : je dis que les avancées en matière économique sont avant tout le fait des gouvernements régionaux ; mais à supposer même que l'on retienne l'hypothèse suivant laquelle les 16.000 emplois seraient le fruit du travail du gouvernement fédéral, cela coûterait entre 300.000 et 320.000 euros par employé... Alors, tout ça ne tient pas la*

*route. Non, on a pris beaucoup d'argent dans le pouvoir d'achat des citoyens, avec un effet désastreux sur le produit intérieur brut.*

*Au plan européen, c'est la politique initiée par le couple Merkel-Sarkozy, après 2008, qui a conduit au Six-pack, au Two-pack, au Fiscal Compact, donc au traité d'austérité.*

## Vous oubliez Merkel-Hollande...

On raconte n'importe quoi, ça circule, et on croit que c'est la vérité... C'est Merkel-Sarkozy qui a véritablement installé le carcan à partir de 2009.

Pour en revenir au gouvernement, lorsque je me rendais à la Commission européenne en tant que Premier ministre, je devais me bagarrer avec le commissaire Olli Rehn, à qui j'expliquais qu'il fallait introduire de la flexibilité dans le rythme de l'assainissement. Car nous, nous avons toujours travaillé dans la rigueur, le sérieux, sans jamais entrer dans la logique d'austérité. Rappelez-vous : Laurette, vice-Première, avait osé dire qu'il fallait postposer l'équilibre, elle s'était fait engueuler par les libéraux ! Bon, nous verrons ce qu'ils vont faire maintenant. Bref, alors que nous combattons l'austérité,

ici, la N-VA comme le MR sont les grands partisans de ces politiques. C'est la grande différence.

Mais eux prétendent qu'ils ne l'ont en fait que prolonger les réformes entamées sous la législature Di Rupo...

Di Rupo n'a pas relevé les pensions à 67 ans, fait le saut d'index, augmenté la TVA, frappé la Sécu, augmenté les médicaments, j'en passe... C'est la théorie du mensonge. Ils se cachent derrière quelqu'un d'autre pour faire ce qu'ils ont envie de faire, mettre en œuvre leur idéologie.

Vous parlez d'un gouvernement qui applique l'austérité avec méthode, mais Charles Michel veut, dit-il, un « Pacte d'investissement », c'est la nouvelle idée. Une idée intéressante, mais on est dans les tours de magie une fois encore...

## Vous n'y croyez pas ?

Mais il faut mettre des sous... Il faut dire que l'on refuse l'austérité, que l'on ira à l'équilibre plus tard et que l'on prend des

moyens financiers...

## Charles Michel a vu les gouvernements régionaux, en comité de concertation...

*Oui, ils ont bu du café, ils ont mangé une soupe... C'était une réunion civilisée. Mais quand je pose des questions aux socialistes qui étaient autour de la table... Rien. Quels montants ? Quelle méthode ? L'idée est bonne, oui, mais concrètement, on fait quoi ? Avec quel argent ? La marque de ce gouvernement, c'est le désinvestissement, au contraire.*

## Le PS a-t-il une politique « alternative » ?

Nous travaillons au « projet de société » dans nos « Chantiers des idées », qui aboutiront au premier semestre 2017. Il faut résorber massivement le chômage et, pour cela, nous voulons notamment promouvoir la réduction du temps de travail, les quatre jours par semaine avec embauche compensatoire - a fortiori l'embauche de chômeurs indemnisés. Aujourd'hui, quand on cumule toutes les réductions de cotisations sociales, on arrive à 14 milliards par an ; si on prend au départ entre 1 et 2 milliards pour les affecter à la réduction du temps de travail, il y a moyen d'avancer, au moins en termes d'expérimentation. On pourrait imaginer une vague importante dans le sens du partage du temps de travail, progressive, dans la durée bien entendu, avec le libre choix au sein de l'entreprise. On pense à la loi Aubry en France, mais il y avait aussi la loi Robien, un élu de la droite modérée.

## Imaginer une politique à part entière vouée au partage du temps de travail, ce n'est pas une illusion ?

Je dis qu'il peut y avoir une société avec de la réduction du temps de travail, de nouvelles règles de codécision en entreprise, de nouvelles formes de coopératives, de l'économie sociale... On n'est pas obligé de s'en tenir au modèle économique de domination existant, ce capitalisme où la plus-value est captée par les actionnaires, avec la maximisation du profit, où l'on presse les travailleurs et puis bye-bye, où l'on retourne aux siècles anciens. ■

Propos recueillis par  
DAVID COPPI  
BERNARD DEMONTY

« On n'est pas obligé de s'en tenir au modèle économique de domination existant, où l'on presse les travailleurs et puis bye-bye »

**REVIREMENT****Allocations d'insertion :  
« Oui, on reviendra  
en arrière »**

La décision du gouvernement Di Rupo de limiter dans le temps les allocations d'insertion, reste un fameux caillou dans la botte du PS et de son président en particulier. En cas de retour au pouvoir, Elio Di Rupo est prêt à faire marche arrière. « Pourquoi pas ?, dit-il. La décision fut prise dans la déclaration gouvernementale ;

*c'était le compromis, qui n'est pas heureux, pour le ticket d'entrée du VLD dans la coalition – eux voulaient supprimer l'allocation, et limiter le chômage à deux ans. Il est vrai que dans la sécurité sociale, les allocations d'insertion constituent une exception, parce que les gens n'ont pas cotisé. On l'a acceptée parce qu'elle contribue à la lutte contre la pauvreté et la précarité. Donc oui, on reviendra en arrière. Comment, on verra. Mais ce qui a été surprenant dans cette affaire, c'est qu'au moment des*

*négociations, on avait beaucoup discuté sur les jeunes qui sortaient, mais là où nous étions mal informés et ce n'est revenu qu'à la veille des élections de 2014, c'est qu'il y avait un nombre très important de gens qui étaient sous ce statut depuis 15, 20, 30 ans. A côté de ça, on a augmenté les pensions mini-males, le salaire minimum, etc. En plus, on ne peut pas résumer l'action du gouvernement auquel nous avons participé sans tenir compte de la conclusion de la sixième réforme de l'Etat. »*

B.DY

**sondages « Si tout le monde disait que Di Rupo est le meilleur, je serais inquiet »**

**Les sondages ne vous sont pas favorables : 15,5 % d'intentions de vote à Bruxelles, 24,7 % en Wallonie.**

*Je ne les commente jamais ; ça donne du travail aux médias, ça permet un volume d'activité, aussi pour les boîtes de sondages évidemment, mais ça n'a aucune signification.*

**Il y a des tendances quand même...**

*C'est une image temporaire d'une humeur à un moment déterminé, mais il n'y a pas d'enjeu. Il n'y a pas de précampagne ni de campagne électorale...*

**Vous parlez d'« humeur photographiée » : mais la photo n'est pas terrible.**

*Ce qui complera, ce seront les élections, et en attendant, on ne reste pas les bras ballants, on travaille, on n'est pas en train de se promener au club Méditerranée. Je sais que certains vont à Harvard... Et nous savons, nous savons, qu'en étant dans l'opposition au fédéral, ce serait plus dur. Et si on regarde l'attitude des gouvernements où nous sommes, on constate quand même une différence considérable. J'espère que d'ici à 2019, notre travail dans les Régions et Communautés et notre travail de fond au fédéral fini-*

*ront par avoir un impact positif.*

**Vous ne craignez pas que les gens soient séduits à plus court terme par des discours plus radicaux ?**

*Il y a un peu partout en Europe une vague populiste. On a connu des moments où les mécontents allaient chez Ecolo. Ce phénomène existe et il ne faut pas le sous-estimer, mais il ne faut pas non plus le surestimer. L'ampleur va dépendre de tout le débat politique et du caractère responsable de ce que nous allons dire le moment venu.*

**Le moment venu, c'est en campagne ?**

*Oui, bien sûr. La précampagne et la campagne.*

**La vague populiste, c'est le PTB ?**

*Je n'ai pas pour vocation de parler des autres partis. Les communistes du PTB font leur travail comme ils pensent devoir le faire.*

**Le chantier des idées, il se termine ?**

*Au premier semestre de l'année prochaine. Il y a encore quelques colloques, et tout cela demande beaucoup de temps de rédaction. J'y travaille ligne*

*par ligne.*

**Quelle forme cela prendra-t-il ?  
Un livre, quelque chose comme ça.**

**Premier semestre 2017, n'est-ce pas trop tard ?**

*Je trouve que c'est même un peu trop tôt.*

**Au sein du parti, certains disent pourtant que ça traîne...**

*C'est la force d'un grand parti. Si tout le monde se mettait à dire que Di Rupo est le plus beau et le meilleur, je serais inquiet... J'imagine qu'il y a chez moi comme ailleurs quelques ambitions, quelques opinions différentes, mais ce qui compte, c'est que je travaille de manière inclusive. Si j'ai pu présider le parti aussi longtemps, c'est qu'il y a une adhésion.*

**Vous resterez à la tête du parti jusqu'en 2019 ?**

*Oui. ■*

Propos recueillis par  
D.Ci et B.Dy

**« Il y a un peu partout en Europe une vague populiste »**

# ANALYSE

## Du temps au temps

Bousculé dans les sondages, cible de critiques *mezzo voce* en interne, Elio Di Rupo « *laisse du temps au temps* », selon l'expression prêtée jadis à François Mitterrand. On le met au défi de pouvoir incarner l'opposition après avoir transité par le « Seize » ?, on le presse de contrecarrer le PTB qui monte qui monte ?, de tenter de reconquérir le peuple de gauche et l'opinion publique au passage ? Le président du PS y va graduellement, tient son calendrier : congrès de rentrée (dimanche dernier), chantier des idées et « projet de société » (mi-2017), précampagne à partir de là, campagne ensuite...

Dans cette stratégie de long terme qui, croit-il, portera ses fruits, il y en aura pour tout le monde. Pour le gouvernement fédéral, « *qui s'adonne à la destruction structurelle du pays* », (mais qui tient le coup : « *Un gouvernement, ça tombe de l'intérieur, et je n'y suis pas* », philosophe-t-il). Pour le PTB, si d'aventure la gauche radicale (« *communiste* », dit-il) devait réellement représenter une menace à la veille de la super-séquence électorale 2018-2019. Il a un doute. Sans oublier la N-VA, « *qui va monter en puissance à l'approche des échéances électorales, sachant que Bart De Wever veut construire un grand parti populaire de droite, en réduisant considérablement le CD&V et le VLD, mais qui demeurera au fond un parti flamingant, et l'oublier serait d'une naïveté coupable de la part des francophones* ».

Après deux ans d'une suédoise inattendue et

tenace, et dont le surgissement lui avait coupé les jambes, Elio Di Rupo tente de se reprojeter dans l'avenir. Il n'a pas fini d'en voir. Ailleurs en Europe (en France, en Espagne, en Grande-Bretagne, en Italie...) la gauche réformiste, socialiste ou social-démocrate, éprouve les pires difficultés à se replacer utilement dans le rapport de forces politique général, à reconstituer une alternative à la fois engageante et raisonnable face à une droite libérée, une ultra-gauche renaissante, et des populismes envahissants. Que des amis.

D.CI ET B.DY